

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 01/03/2018 au 07/03/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

A l'issue du 7^{ème} round de négociations de l'ALENA qui s'est tenu à Mexico, 3 chapitres ont été conclus portant à 6 sur 30 le nombre de chapitres négociés à ce stade : bonnes pratiques de régulation, transparence (des lois et réglementations de chaque pays), et mesures sanitaires et phytosanitaires. Ce bilan est considéré comme positif par le Ministre de l'Economie mexicain, Ildefonso Guajardo. Ce round a surtout et à nouveau fait l'objet d'une pression directe de D. Trump sur les négociations, par l'annonce d'une taxe sur les importations d'acier (Canada et Mexique respectivement 1^{er} et 4^e fournisseurs) et d'aluminium (Canada 1^{er} fournisseur). Ce qui a provoqué la suspension de la négociation sur le sujet règles d'origine (notamment dans le secteur automobile). La tension entre les trois pays est apparue lors de la conférence de presse de clôture lorsque le Ministre du commerce américain Lightizer a menacé de privilégier des accords bilatéraux, si la négociation trilatérale sur l'ALENA n'avancait pas plus vite. Le Ministre Guajardo a cependant appelé à rapprocher et combler les différences de positions, et souligne que 6 chapitres supplémentaires sont proches d'une conclusion pour le prochain round de négociation qui devrait se tenir en avril à Washington (chapitres télécommunications, commerce digital, obstacles techniques au commerce, énergie, et entreprises d'Etat).

L'annonce de Donald Trump d'augmenter les droits de douane à 25% sur les importations d'acier et à 10% sur les importations d'aluminium pourrait déclencher une guerre commerciale. Lors de la clôture du 7^{ème} round de négociations ALENA, les Ministres canadien et mexicain, Chrystia Freeland et Ildefonso Guajardo, ont menacé les Etats-Unis de représailles si la mesure venait à leur être appliquée, et ont souligné que ce sujet devait être séparé de celui de l'ALENA, refusant de céder à un chantage des Etats-Unis sur le sujet. In fine, le décret qui instaure des taxes sur l'aluminium et l'acier que vient de signer D. Trump exempte temporairement le Canada et le Mexique sous réserve que la négociation ALENA progresse dans le sens souhaité par les Etats-Unis. Par ailleurs, suite aux menaces de Donald Trump d'élargir l'imposition de taxes à d'autres produits en l'occurrence agricoles, M. Bosco de la Vega (Président du Conseil National Agricole) a insisté sur le fait que le Mexique ne céderait pas à un chantage sur le secteur alimentaire.

Malgré une année 2017 marquée par des relations diplomatiques tendues entre les deux pays, les importations mexicaines de biens en provenance des Etats-Unis ont augmenté de 6,3% par rapport à 2016. Les achats de biens durables, dont la hausse s'élève à 8,1% (g.a), constituent la part majeure de cette augmentation. La consommation de biens semi-durables et celle de biens non durables ont respectivement augmenté de 3,6% (g.a) et 5,8% (g.a).

Economie

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) revoit à la hausse sa prévision de croissance pour 2018 à 2,3% sur la base de son enquête mensuelle auprès des spécialistes du secteur privé. La prévision précédente de janvier était de 2,2%. Les estimations de l'inflation ont légèrement augmenté à 4,09% (contre 4,06% dans l'enquête précédente). Le taux de change peso/dollar prévu a également été modifié : l'enquête de février prévoit que le taux de change à la fin de l'année 2018 sera de 18,86 pesos pour 1 dollar (contre 19,04 pesos pour 1 dollar dans l'enquête de janvier).

En février 2018, le taux d'inflation s'est établi à 5,34%, sa variation mensuelle s'élevant à 0,38% (INEGI). Cette augmentation est principalement due à l'augmentation de 15,5% qu'ont connu les prix des fruits et légumes par rapport au mois de février de l'année précédente. Les tarifs énergétiques repartent, quant à eux, légèrement à la hausse par rapport au mois précédent (+1,58 g.m) même si cette hausse affiche un net ralentissement de l'inflation par rapport à l'année dernière (+8,16% g.a en février 2017 contre +17,16% g.a en février 2016).

Les analystes de BBVA estiment que les transferts de migrants (remesas) accumulés sur l'année devraient croître de 6% en 2018 et atteindre près de 30,5 Mds USD. L'année a d'ailleurs commencé avec un flux de remesas s'élevant à 2,2 Mds USD pour janvier, un chiffre supérieur de 7,5% à celui de janvier 2018. C'est la 3^{ème} année consécutive que

*Taux de change au 07 mars 2018 : 1 USD = 18,79 MXN

le mois de janvier enregistre une croissance positive de son flux de *remesas*. Un des facteurs qui a contribué à maintenir cette tendance positive concerne la dynamique à la baisse du taux de chômage aux Etats-Unis (pays d'où proviennent près de 95% des *remesas* vers le Mexique) qui s'est réduit de manière constante en 2017 passant de 4,8% en janvier à 4,1% en octobre, niveau qui s'est maintenu jusqu'à janvier de cette année.

En janvier 2018, le montant des crédits accordés au secteur privé (ménages et entreprises) a crû de 11,7% nominalement, une croissance en ralentissement de 0,3pp par rapport à celui observé sur le mois précédent. Ce résultat est dû à un moindre dynamisme des crédits aux ménages et aux entreprises dont les croissances nominales s'élèvent à 14,6% et 8,1%, soit un ralentissement de 0,5pp chacune par rapport aux taux de décembre 2017. Au contraire, la croissance du crédit à la consommation est quant à elle repartit à la hausse, passant d'un taux annuel nominal de 8,2% en décembre 2017 à 8,4% en janvier 2018.

En décembre 2017, l'investissement brut en capital fixe a augmenté de 4% par rapport à novembre 2017. Toutefois, en variation annuelle, l'investissement a baissé de 0,4% par rapport à décembre de l'année précédente (en série désaisonnalisée).

L'Indice de Confiance du Consommateur du mois de février 2018 a baissé de 0,7% (en série désaisonnalisée) par rapport au mois précédent. Néanmoins, en variation annuelle, l'ICC enregistre une croissance de 8,2% en série désaisonnalisée.

L'Indice de Consommation Privée sur le Marché Intérieur a augmenté de 1,3% (en série désaisonnalisée) au mois de décembre 2017 par rapport au mois précédent. La consommation de biens importés a crû de 6,3% (g.m) et celle des biens et services d'origine nationale de 0,6% (g.m). En comparaison annuelle, l'ICPMI a augmenté de 1,9% par rapport à décembre 2016.

Sur les 10 dernières années (2007 -2017), 5 produits agricoles affichent une croissance exceptionnelle de leurs exportations : le sucre (596 MUSD ; +534%), les noix (610 MUSD ; +489%), les baies (+446%), les avocats (2,8 Mds USD ; +400%) et le chocolat (+300%). Concernant les baies (fraises, framboises, myrtilles et mûres), après avoir conquis le marché américain et dépassé les historiques leaders sur ce marché que sont le Chili et l'Argentine, le Mexique se tourne désormais vers le continent européen. Le Royaume-Uni intéresse particulièrement le Mexique puisque le marché y est évalué à 1,2 Mds € et la consommation annuelle à 185 000 tonnes.

Les exportations mexicaines de viande de porc ont généré 527 MUSD en 2017, soit 22% de plus qu'en 2016, la meilleure progression du secteur en 9 ans. Cette hausse s'explique d'une part par la hausse du prix du produit, et d'autre part par la hausse des exportations vers le Japon (+18%) et les États-Unis (+11%), ces deux pays absorbant 85% des exportations de viande de porc mexicaines.

Finances publiques

En janvier 2018, le coût de la dette publique mexicaine (paiement des intérêts) a été pratiquement 20% plus élevé que les dépenses d'investissement. En effet, 58,7 Mds MXN (3,12 Mds USD*) ont été destinés au paiement des taux d'intérêt de la dette alors que les dépenses d'investissement n'ont été que de 49,5 Mds MXN (2,63 Mds USD*). Selon le Ministère des Finances et du Crédit Publiques, le service de la dette a augmenté de 22,5% (g.a) en termes réels alors que les dépenses d'investissement ont diminué de 10,9% (g.a).

Entreprises et grands contrats

Au Mexique, 4 entreprises sidérurgiques (Altos Hornos de México, Industrias CH, Grupo Collado et Autlán) pourraient sévèrement pâtir d'une guerre commerciale sur l'acier si les Etats-Unis venaient finalement à mettre en place un droit de douane de 25% sur les importations d'acier. A titre d'exemple, 40% des recettes totales de l'entreprise Industrias CH proviennent de ses exportations, majoritairement en direction des Etats-Unis.

Au 4^{ème} trimestre de l'année 2017, les entreprises qui cotisent à la Bourse mexicaine ont enregistré d'importantes pertes en raison de la volatilité de la devise mexicaine sur cette période. Le peso a en effet connu une dépréciation de 8,15% par rapport au dollar au 4^e trimestre, majoritairement due aux incertitudes liées à la renégociation de l'ALENA. Les entreprises les plus affectées ont été América Móvil (AMX) qui a reporté une perte nette de 571 MUSD durant

*Taux de change au 07 mars 2018 : 1 USD = 18,79 MXN

le 4^{ème} semestre 2017, Cementos Mexicanos (Cemex) dont la perte s'élève 105 MUSD ou encore Fibra Macquerie dont le résultat d'exploitation avant impôts a chuté de 3%.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 07/03/2018
Bourse (IPC)	+0,47%	+0,51%	47 662,12
Risque pays (EMBI+Mx)	+0,55%	-7,07%	184
Taux de change USD/Peso	-0,21%	-3,74%	18,79
Taux de change Euro/Peso	+1,35%	+12,98%	23,32
Prix du baril de pétrole (USD)	-1,26%	+25,35%	54,89

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

L'Assemblée législative a approuvé le traitement accéléré de la réforme fiscale proposée dans le projet de loi sur le renforcement des finances publiques. Le projet de loi transformerait l'impôt sur les ventes en TVA de 13%. Il comprend également des taxes sur les livres, les billets d'avion, l'achat d'emballages et leurs matières premières, les équipements et machines ainsi que sur les services pour la production agricole et agro-industrielle. De plus, le projet prévoit une taxe de 15% sur les gains en capital. La TVA de 13% serait imposée sur les autres biens à quelques exceptions près et en maintenant les exonérations en vigueur. L'introduction de la TVA ouvrirait, selon le ministre des Finances, la voie pour la négociation d'un crédit concessionnel de 800 MUSD avec la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement, permettant de compléter les ressources d'appui budgétaire à des taux d'intérêt relativement bas. Enfin, le plan propose de mettre en place un plafond aux salaires des fonctionnaires de 5,4 M CRC (environ 9 450 USD), soit l'équivalent de 18 salaires mensuels minimum.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le Guatemala et la Colombie voient leurs relations commerciales se renforcer. En 2017, le commerce entre les deux pays a atteint 310 MUSD. On note que les investissements colombiens sont en hausse au Guatemala, la Colombie était d'ailleurs le 2^{ème} investisseur du pays avec 10% des IDE (108 MUSD) en 2016. Le secteur bancaire (Bancolombia, BAC Credomatic, Davidienda), l'électricité (Energía de Bogota et EPM - Empresas Públicas de Medellín au Guatemala, ISA), les mines (Mineros, S.A. dans l'extraction d'or) ou encore le ciment (Cementos Argos, filiale de Grupo Empresarial Antioqueño) sont les principaux secteurs récipiendaires d'IDE colombiens.

Le Guatemala ne recevra pas la moitié des fonds approuvés dans le cadre du Plan Alliance pour la prospérité. Ces fonds en provenance des Etats-Unis sont destinés à appuyer les pays du « triangle nord » : Guatemala, Salvador et Honduras dans le développement du capital humain, l'accès à la sécurité et à la justice, le renforcement des institutions et la dynamisation du secteur producteur. Le Guatemala sera le seul des trois pays à ne pas avoir obtenu la certification nécessaire des Etats-Unis pour cause de retard administratif. Le Ministre de l'Economie guatémaltèque explique ce retard comme une sanction relative à la position du congrès guatémaltèque vis-à-vis de la Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala (CICIG). Sur les 650 MUSD approuvés par le Parlement des Etats-Unis pour 2017, 209,4 MUSD étaient destinés au Guatemala et la moitié de ce montant (104,7 MUSD) n'aurait pas été utilisée. On note qu'en 2017, plus de 50% de l'aide économique extérieure perçue par le Guatemala était en provenance des Etats-Unis.

*Taux de change au 07 mars 2018 : 1 USD = 18,79 MXN

En 2017, les exportations de marchandises du Honduras ont atteint 4,6 Mds USD, soit une augmentation de 17% par rapport à 2016 (Banque Centrale du Honduras). Ce résultat est très majoritairement dû à la hausse des ventes de café, d'huile de palme, de crevettes, de fer, de papier et de carton. Ces produits expliquent en effet près de 90% de l'augmentation annuelle des exportations observée. Les importations de marchandises honduriennes ont quant à elles crû de 8,7% (g.a) pour s'élever à 9,7 Mds USD, principalement en raison de la hausse des importations de matières premières et de produits intermédiaires. Par conséquent, le déficit de la balance commerciale de marchandises était de 5,1 Mds USD en 2017, soit 1,9% supérieur au déficit de 2016.

Les exportations de produits textiles ont rapporté 3,4 Mds USD en 2017, il s'agit du premier secteur exportateur de l'industrie hondurienne. Les revenus générés par l'industrie manufacturière dépassent les 41,1 MUSD (+1,2% par rapport à 2016). Cette augmentation des échanges s'explique par l'amélioration des relations commerciales avec le Salvador et le Nicaragua, ce qui a compensé la baisse de la demande provenant des Etats-Unis (due à la concurrence des exportations du Mexique et du Vietnam).

Au Nicaragua, les flux de remesas ont commencé l'année à la hausse (Banque Centrale du Nicaragua). En janvier 2018, le pays a reçu 113 MUSD de remesas, soit 11% de plus qu'à la même période de l'année précédente. 53,3% de ces flux proviennent des Etats-Unis et 21% du Costa Rica.

La BCIE approuve la stratégie pays du Nicaragua pour la période 2018-2022 et s'engage à aider le pays à hauteur de près de 2 Mds USD. La stratégie pays Nicaragua se base sur l'impulsion de la croissance économique, la création d'emplois de qualité, la réduction de la pauvreté et des inégalités, la conservation environnementale et l'égalité des genres. Au cours du dernier quinquennat, la BCIE a contribué à la construction de 47,1% des nouvelles routes du pays, à 23% des dépenses en Investissements Directs Etrangers (IDE) et à 72,2% des nouvelles connexions dans le réseau d'eau potable.

Le secteur touristique devrait générer plus de 900 MUSD en 2018, chiffre au-dessus des prévisions initiales (qui étaient de 811 MUSD), d'après la chambre de tourisme nicaraguayenne (Canatur). Cela représente une augmentation de 7,1% en comparaison à 2017 (840 MUSD) et de 30,9% par rapport à 2016 (642,1 MUSD). Au total, 1,7 millions de touristes étrangers ont visité le Nicaragua en 2017. Par ailleurs, si la moyenne journalière des dépenses augmente (48,1 USD/jour en 2017), le pays estime pouvoir recevoir jusqu'à 1,500 MUSD de revenus touristiques pour 2018.

En 2017, la croissance économique a augmenté de 5,4%, après 5% en 2016. Cette croissance est principalement portée par les activités liées au secteur externe, notamment le secteur logistique (+10,1%) avec les bonnes performances du système portuaire et du Canal. Les activités liées au Canal ont conduit à une augmentation de sa valeur ajoutée de 16,1%. De plus, le commerce a augmenté de 3%. En revanche, l'activité commerciale de la Zone Franche de Colon a diminué de 0,6%, en raison de la réduction des réexportations de textiles et produits chimiques vers l'Amérique Latine. Par ailleurs, la construction a enregistré une croissance de 8,3%, due à l'exécution des chantiers publics et aux investissements privés. L'intermédiation financière a connu une hausse de 5%, impactée par la bonne performance des services du centre bancaire international (+4,3%). Par ailleurs, l'activité forestière et la pêche se sont respectivement contractées de 0,4% et 2,1%. Le FMI prévoit une croissance de 5,6% en 2018, avec une inflation de 2,1%.

Les revenus du Canal ont augmenté de 15,3% pour l'exercice 2017 (octobre/septembre), atteignant 2,886 Mds USD. Les revenus du péage, la principale source de revenus, s'élèvent à 2,238 Mds USD, soit une hausse de 15,8% par rapport à l'exercice précédent. Par ailleurs, au total, la contribution du Canal à l'Etat a atteint 1,650 Md USD.

En janvier 2018, les exportations salvadoriennes ont atteint 500 MUSD, soit une augmentation de 17% par rapport à janvier de l'année précédente (Banque Centrale du Salvador). Ce chiffre s'explique majoritairement par la

*Taux de change au 07 mars 2018 : 1 USD = 18,79 MXN

hausse des ventes de sucres (+121%) et de textiles (+19,4%). Le montant des importations pour janvier 2017 a quant à lui été de 930 MUSD, un chiffre supérieur de 9,6% par rapport à janvier 2017.

L'investissement privé au Salvador est le plus faible de la région (Institut Centraméricain d'Etudes Fiscales). Entre 1981 et 2016, l'investissement privé représente une moyenne annuelle de 15% du PIB au Salvador, contre 26,7% au Honduras, 25,4% au Nicaragua et 16,5% au Guatemala. L'explication est d'abord liée aux faibles revenus par habitant qui compliquent l'épargne et l'investissement, mais aussi aux avantages fiscaux qui favorisent l'attraction des capitaux étrangers. De plus, le manque d'infrastructures ou encore les failles en termes de qualité du système d'éducation ralentissent le secteur privé.

La BCIE a approuvé un prêt de 80 MUSD pour soutenir le secteur du café au Salvador, la moitié de ces fonds provenant de la coopération taiwanaise (ICDF). Ce prêt a pour objectif de faire dépasser le million de quintaux de production de café et de rebondir après l'épidémie de « rouille du café » qui a fait perdre 60% de sa production au pays en 2014.

CARAÏBES

2016 – PIB: 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le ratio d'endettement public (Dette/PIB) est de 33,18% sur l'exercice fiscal 2016-2017. Le stock de la dette publique est constitué de 30,2% de dette interne et 69,8% de dette externe. L'encours de la dette publique est ainsi estimé à 3 Mds USD. Le portefeuille de la dette externe est constitué de 90,5% d'encours bilatéraux, avec comme principal créancier PDVSA, la compagnie pétrolière nationale, (93% de la dette bilatérale) et de 9,5% de dette multilatérale dont les créanciers sont le FMI (51% de la dette multilatérale), le FIDA, la BID (financement de la minoterie) et l'OPEC.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

En Jamaïque, le secteur du cannabis médical est en plein développement. Timeless Herbal Care a annoncé le succès de sa première récolte de cannabis commercial légal en Jamaïque. Cette étape importante distingue davantage la société en tant que pionnière dans le développement et l'avancement de la production de cannabis médical dans l'île. L'entreprise prévoit de fournir des huiles de cannabis pures pour le marché local et international. Par ailleurs, l'entreprise canadienne Hiku Brands Company a signé une lettre d'intention avec Kaya, le premier producteur et dispensaire de cannabis médical agréé en Jamaïque, pour lancer une alliance stratégique visant à promouvoir le commerce de détail du cannabis médical et à usage adulte en Jamaïque et au Canada. Les entreprises prévoient de conclure des accords de licence mutuelle pour exploiter les marques de Hiku en Jamaïque et Kaya au Canada.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Les transferts de fonds des Dominicains vivant à l'étranger ont rapporté 5,91 Mds USD en 2017, contre 5,26 Mds en 2016, soit une augmentation de 12,4% (Banque Centrale). 73,4% de ces envois de fonds proviennent des Etats-Unis, contre 70,4% en 2016. Les Dominicains vivant en Espagne représentent 13,24% des envois, suivis par l'Italie avec 1,4%.

Trinité-et-Tobago

2016 – PIB : 21 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

Les réserves de changes ont diminué de 11,6% en 2017. Fin 2017, elles atteignaient 8,4 Mds USD (soit 9,7 mois de couverture des importations) contre 9,5 Mds USD fin 2016 (10,5 mois d'importations). Fin janvier 2018, les réserves s'élèvent à 8,3 Md USD, soit 9,5 mois d'importation. Par ailleurs, la Banque Centrale a révélé que fin septembre 2017, la valeur nette totale du Fonds Souverain s'élevait à 5,76 Md USD.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 07 mars 2018 : 1 USD = 18,79 MXN